

CONFRONTATIONS EUROPE

Crise ukrainienne et réaction de l'UE

Olivier Marty

Propos recueillis par Thomas Dorget



PRÉSENTATION

Olivier Marty, enseignant en économie européenne à Sciences Po et à l'Université de Paris, nous livre dans cet entretien, ses perspectives sur les sanctions européennes mises en œuvre suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Propos recueillis par Thomas Dorget, Délégué général de Confrontations Europe.

Thomas Dorget : Quel regard portez-vous sur la réaction européenne à la guerre entre la Russie et l'Ukraine ?

Olivier Marty : La réaction de l'Union européenne à l'agression russe a été rapide, résolue, unie et puissante. Dès le lendemain de la reconnaissance des deux républiques sécessionnistes du Donbass par Vladimir Poutine, le 23 janvier, des sanctions ont été actées par les Ministres des Affaires étrangères de l'UE. Celles-ci étaient déjà plus fortes que celles que l'UE avait prises à la suite de l'annexion de la Crimée, en 2014, notamment parce qu'elles bloquent l'accès des institutions financières russes aux marchés et aux services financiers européens. Mais c'est surtout en réaction à l'invasion russe de l'ensemble du pays, dans la nuit du 24 au 25 février, que des mesures inédites ont été adoptées à l'unanimité par les chefs d'États et de gouvernement : celles-ci portent un coup très brutal à l'économie russe et isolent le régime. En une semaine, les espoirs – d'aucuns diraient les illusions – qui pouvaient subsister dans certains États membres et dans les institutions, sur la capacité de l'Europe à faire de la Russie un partenaire de la sécurité européenne ou à rendre le régime russe plus malléable au gré d'un dialogue fréquent ou de coopérations commerciales, ont volé en éclats. L'Europe, désormais, a choisi son camp et s'est plongée dans le grand bain de la « realpolitik », en envisageant tous les moyens de lutte, à l'exception d'interventions armées.

Deux évolutions nationales sont notables. D'abord celle de l'Allemagne, qui a opéré un vrai changement d'approche militaire en décidant d'allouer 100 milliards d'euros à la modernisation de son armée et en acceptant de livrer des armes à l'Ukraine. Berlin a aussi accepté de réduire sa dépendance au gaz russe en suspendant l'agrément du gazoduc Nord Stream II et admis devoir payer le lourd cout économique des sanctions. L'Italie est aussi nettement revenue sur la coopération qu'elle avait engagée avec la Russie ces dernières années et a balayé les craintes des effets des sanctions pour son économie. Si la réaction européenne a été si rapide, comme le dit Nathalie Tocci, la Directrice de l'Institut italien des Affaires internationales, c'est aussi parce que l'UE sait que cette agression n'est pas seulement une guerre sur le continent, mais aussi une agression directe contre elle. La coopération européenne en matière de défense a fait un bond en avant spectaculaire, avec la coordination et le financement par l'UE, à hauteur de 450 millions d'euros, de livraisons d'armes létales à l'Ukraine. Dans le domaine humanitaire, l'action de l'Union pour coordonner et financer l'accueil des centaines de milliers d'Ukrainiens arrivant à ses portes (en Pologne, Hongrie, Roumanie, Slovaquie, Moldavie) laisse espérer un rapprochement des positions antagonistes existant sur ce dossier depuis 2015. Ce sont de vraies percées.

TD : L'UE ne s'expose-t-elle pas à des risques dans ce conflit ?

OM : Si, bien sûr, mais elle est manifestement prête à en payer le cout, précisément parce que son propre modèle est attaqué. Il y a d'abord le cout économique de l'instabilité géopolitique. Celui-ci découle tant de l'envolée spectaculaire des prix des matières premières (gaz, pétrole, blé, notamment) que des problèmes d'approvisionnement des entreprises, notamment en métaux. Pour le moment, ces effets seraient supérieurs à ceux des sanctions et contre-sanctions adoptées par Moscou, même si ces derniers seront vraisemblablement très durs pour des secteurs comme l'agriculture, le transport, ou la finance. Au niveau agrégé, cette crise va peser sur la croissance, soutenir une inflation déjà préoccupante et contrarier la politique macroéconomique.

Il y a aussi des risques militaires : certains experts ont tôt alerté sur des possibilités de débordement des affrontements dans l'Union, notamment si la livraison d'armes par les pays européens était considérée par la Russie comme un acte de co-belligérance. Il y a, enfin, des risques pour la cohésion de l'Union si les États ne parvenaient pas bien à s'accorder sur l'accueil des réfugiés ou si les effets de la crise énergétique venaient à susciter des désaccords sur l'adoption de nouvelles sanctions. L'exploitation des divisions européennes est un levier d'action bien connu du régime russe. Heureusement, jusqu'ici, l'unité européenne a été exemplaire et la coordination occidentale satisfaisante.

TD : Cette guerre peut-elle contribuer à approfondir l'intégration européenne dans certains domaines?

OM : On entrevoit clairement que cette crise est de nature à donner du crédit aux concepts d'Europe-puissance ou de souveraineté européenne. L'Union européenne pourrait se renforcer politiquement et géopolitiquement sur quatre axes majeurs. Le premier est la politique étrangère et de défense. Les événements actuels fournissent une nouvelle preuve du caractère tragique des relations internationales, qui imposent une appréhension plus réaliste, beaucoup plus alerte et plus unie des enjeux géopolitiques et des conflits. La nouvelle « boussole stratégique » de l'Union, prévue pour être adoptée à la fin du mois de mars, devra en tenir compte. Le deuxième champ est la politique énergétique : l'Europe touche désormais clairement les limites de sa dépendance à l'énergie russe, de la diversité de ses politiques énergétiques nationales, des problèmes posés par la variété des mécanismes de détermination des prix. Une communication stratégique de la Commission est attendue sur ces enjeux dans les semaines à venir. Le troisième domaine est celui des migrations. L'afflux prévisible de plusieurs millions de réfugiés ukrainiens dans les États de l'UE doit conduire à transcender les divergences existantes sur la politique européenne et à mettre en place un système pérenne de relocalisation de réfugiés en cas de crises. Le quatrième axe concerne les politiques d'élargissement et de voisinage. La crise a renforcé l'attrait du modèle européen mais elle a, en même temps, souligné la nécessité d'œuvrer plus fortement à la stabilité des pays limitrophes en maintenant une ambition politique et des moyens élevés.

Dans l'immédiat, et c'est peut-être un cinquième axe de renforcement de l'Union, il faudra faire face aux conséquences économiques de la crise dans nos pays. Celles-ci appellent une réponse européenne solidaire et coordonnée à laquelle la Commission et la France sont en train de réfléchir. Partant, la crise ukrainienne serait, comme la crise du COVID l'avait été avant elle, susceptible d'améliorer l'appréhension commune de la gravité des chocs économiques et le choix des outils communs pour y faire face plus efficacement. En d'autres termes, face à des crises, l'utilité d'une politique budgétaire commune suffisamment puissante se reposant éventuellement sur des capacités d'emprunt et se coordonnant avec la politique monétaire serait de moins en moins à démontrer. D'un autre côté, ces dépenses communautarisées devraient être conditionnées à des choix de politiques publiques rigoureux et dûment coordonnés. En somme, les camps opposés en matière de pilotage macroéconomique de l'Europe se rapprocheraient à la faveur des événements. Cela serait très positif pour la cohésion, la performance et la souveraineté économiques de l'Union à un moment où l'on réfléchit à améliorer le Pacte de stabilité et de croissance et à engager des investissements dans des domaines industriels d'avenir.

CONFRONTATIONS EUROPE



Confrontations - Paris
29 avenue de Villiers
75017 Paris

Confrontations - Bruxelles
Rue du Luxembourg 19
1000 Bruxelles



communication@confrontations.org



<https://confrontations.org>



[@confrontations](https://twitter.com/confrontations)



[@ConfrontationsEurope](https://www.linkedin.com/company/confrontations-europe)